

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

25M18

**Impression, conditionnement et livraison à la demande de livres
édités par l'Institut d'Etudes Judiciaires de la Sorbonne (IEJ) pour le
compte de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne**

Vu le code de la commande publique ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF 0078 du 01/04/2021 portant approbation du cahier des clauses générales administratives des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) ;

Vu la délibération n° CA/2025-04-25/01 du conseil d'administration du 24 avril 2025 portant résultat de l'élection de Madame Christine NEAU-LEDUC en qualité de Présidente de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Pouvoir adjudicateur :

Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne
12, Place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Désignation du comptable assignataire :

L'Agent Comptable de l'université Paris 1 – Panthéon Sorbonne
12, place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Imputation budgétaire :

Budget de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Procédure de mise en concurrence : Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert

SOMMAIRE

ARTICLE 1 / OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITITONS GENERALES	4
1-1 / DEFINITION DE L'OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1-2 / DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES	4
1-3 / NATURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
1-4 / DECOMPOSITION DES PRESTATIONS	5
1-5 / DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
1-5.1 Durée	5
1-5.2 Reconductions	5
1-5.3 Délais d'exécution et de livraison des prestations	5
ARTICLE 2 / PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	6
2-1 / PIECES PARTICULIERES	6
2-2 / PIECES GENERALES	6
ARTICLE 3 / DEFINITION DU CADRE D'EXECUTION	6
3-1 / PRESENTATION DU CONTEXTE	6
3-2 / LIEUX DE LIVRAISON	6
3-3 / DESCRIPTION DES INSTALLATIONS - ACCES AU SITE	7
ARTICLE 4 / DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	7
4-1 / DEFINITION DES PRESTATIONS	7
4-2 / MODALITES D'INTERVENTIONS	7
ARTICLE 5 / OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
5-1 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION	7
5-2 / CONFIDENTIALITE	8
5-3 / RESPONSABILITE ET ASSURANCES	8
5-3.1 Responsabilités	8
5-3.2 Assurances	8
5-4 / PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
5-5 / COMPORTEMENT DU PERSONNEL	9
5-6 / PROPRIETE INTELLECTUELLE	9
ARTICLE 6 / SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 7 / RECEPTION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	10

7-1 / LIVRAISON ET VERIFICATIONS	10
7-2 / VERIFICATION QUANTITATIVE ET QUALITATIVE	10
7-3 / ADMISSION.....	11
ARTICLE 8 / PRIX.....	11
8-1 / FORME DES PRIX	11
8-2 / VARIATION DES PRIX.....	11
ARTICLE 9 / MODALITES DE REGLEMENT.....	13
9-1 / BONS DE COMMANDE	13
9-2 / ACOMPTES	13
9-3 / AVANCES	14
9-4 / DELAI DE PAIEMENT	14
9-5 / INTERETS MORATOIRES	14
9-6 / CESSIION DE CREANCES OU NANTISSEMENT	15
9-7 / FACTURES ELECTRONIQUES VIA CHORUS PRO	15
ARTICLE 10 / RAPPORT ANNUEL.....	16
ARTICLE 11 / PENALITES ET REFACTION.....	17
ARTICLE 12 / RESILIATION	18
ARTICLE 13 / REGLEMENT DES LITIGES	18
ARTICLE 14 / DEROGATIONS AU CCAG/FCS	19

ARTICLE 1 / OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITITONS GENERALES

1-1 / Définition de l'objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'impression, le conditionnement et la livraison à la demande de livres pour l'Institut d'Etudes Judiciaires (IEJ).

Les descriptions des ouvrages, leurs spécifications techniques, ainsi que les sites concernés sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) numéroté 25M18.

Le présent CCAP définit les conditions administratives particulières dans lesquelles s'effectueront les prestations attendues.

1-2 / Désignation des parties contractantes

Le Pouvoir adjudicateur est dénommé ci-après, « l'université ».

La société retenue est dénommée ci-après, « le titulaire ».

1-3 / Nature et forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'accords-cadres de fournitures courantes et services soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, en application de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021.

Conformément à l'article R.2112-6 alinéa 1 du code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaires.

Les prestations sont traitées à prix unitaires et seront exécutées au fur et à mesure de la survenance des besoins et de l'émission des bons de commande, en application des dispositions de l'article R. 2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique, et dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

Les bons de commande sont réglés par application des prix unitaires mentionnés dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) aux quantités réellement exécutées.

Les prix couvrent toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes parafiscales, etc.

Aux prix ainsi définis, s'applique la TVA au taux en vigueur le jour de l'émission de la facture. Les prix sont libellés en euros et sont réputés complets.

L'accord-cadre sera conclu, en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, dans les limites financières suivantes :

- Montant minimum annuel : 35 000 € HT
- Montant maximum annuel : 120 000 € HT.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

Codes CPV :

22000000-0	Imprimés et produits connexes
22100000-1	Livres, brochures et dépliant imprimés
22110000-4	Livres imprimés

Code NACRES :

AC.31	Services d'impression et de reprographie
-------	--

1-4 / Décomposition des prestations

Les prestations objet du présent accord-cadre ne sont pas alloties.

La division en lot des prestations du marché est de nature à rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations en multipliant les frais de port et de stockage. Le rassemblement des différentes prestations en un lot unique permet aux candidats de proposer des offres incluant une impression à la demande des livres et une expédition directe des ouvrages aux destinataires finaux, permettant ainsi une économie des frais de port et de stockage.

1-5 / Durée de l'accord-cadre**1-5.1 Durée**

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale ferme d'un (1) an à compter de sa date de notification.

1-5.2 Reconductions

Conformément à l'article R 2112-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est renouvelable trois (3) fois, par période d'un an, par tacite reconduction, sans que leur durée puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Pour ne pas reconduire l'accord-cadre, l'université doit se prononcer par écrit, par courriel, notamment via la plateforme PLACE, en respectant un préavis d'un mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification).

En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

1-5.3 Délais d'exécution et de livraison des prestations

Les délais plafonds d'exécution et de livraison des prestations sont précisés dans le CCTP et le Bordereau des délais numérotés 25M18.

Pour chaque prestation, le titulaire aura proposé le cas échéant des délais inférieurs qui se substitueraient alors aux délais plafonds et auraient valeur contractuelle.

ARTICLE 2 / PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS :

2-1 / Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (A.E.) de l'accord-cadre et son annexe financière :
 - Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) numéroté 25M18 et son annexe :
 - Annexe n°1 : Liste des sites de l'université Paris 1 Panthéon – Sorbonne ;
- Le cadre de réponse techniques (C.R.T.) du titulaire et ses éventuelles annexes ;
- Le Bordereau des délais (B.D.) du titulaire ;
- L'échantillon transmis par le titulaire au moment du dépôt de son offre.

2-2 / Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent accord-cadre ;
- Les normes en vigueur.

Toutes informations contraires aux pièces particulières et générales citées, qui seraient contenues dans les clauses générales de ventes sont réputées nulles et non avenues.

ARTICLE 3 / DEFINITION DU CADRE D'EXECUTION

3-1 / Présentation du contexte

Le présent accord-cadre a pour but l'impression, le conditionnement et la livraison de livres pour les étudiants et clients de l'IEJ.

3-2 / Lieux de livraison

Les prestations seront livrées soit sur l'un des sites de l'université (voir annexe n°1 au CCTP), soit directement aux acheteurs finaux/étudiants/librairies partenaires en France métropolitaine et dans les DROM-COM (anciennement DOM-TOM) aux adresses communiquées par l'université à chaque commande.

Pour les commandes ou parties de commandes devant être livrées au centre Panthéon de l'université (voir l'annexe n°1 au CCTP), qui sont en général assez volumineuses (parfois plusieurs centaines de livres), les colis devront être transportés par le titulaire ou par le transporteur choisi par le titulaire jusqu'aux bureaux de l'IEJ se trouvant au 2^e étage sans ascenseur. Ces livraisons jusqu'au 2^e étage sans ascenseur font de ce fait l'objet d'une tarification particulière dans le BPU.

3-3 / Description des installations - accès au site

Les techniciens du titulaire ayant en charge la livraison doivent impérativement faire en sorte de connaître les lieux et les installations concernés. L'université lui communiquera les informations nécessaires à la livraison (horaires des sites, difficultés de stationnement...).

ARTICLE 4 / DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

4-1 / Définition des prestations

Les descriptions des prestations ainsi que leurs spécifications techniques sont décrites dans le CCTP numéroté 25M18.

4-2 / Modalités d'interventions

Délais d'exécution et de livraison des prestations

Le titulaire s'engage à respecter pour l'ensemble des prestations les délais d'exécution et de livraisons plafonds renseignés à l'article 2-1 du CCTP.

Ces délais pourront varier selon le nombre d'exemplaires commandés par l'université, les modalités de réalisation des prestations, ainsi que le lieu d'acheminement des ouvrages commandés strictement comme le prévoit le bordereau des délais.

Si le titulaire a proposé dans le bordereau des délais, des délais inférieurs aux délais plafonds renseignés à l'article 2-1 du CCTP, ceux-ci se substituent aux délais plafonds imposés par l'université et deviennent contractuels.

Le non-respect de ces délais est susceptible de déclencher l'application des pénalités de retard, telles que définies à l'article 11 du présent CCAP.

ARTICLE 5 / OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5-1 : Respect de la réglementation

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire dans le respect des normes, règlements, documents techniques unifiés et recommandations en vigueur, notamment et de manière non exhaustive :

- le code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 ;
- le code civil ;
- le code du travail.

Le titulaire respectera impérativement la charte graphique de l'université applicable aux documents.

5-2 / Confidentialité

Le titulaire, ses collaborateurs et experts s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le titulaire à des personnes tiers au présent accord-cadre sans l'autorisation préalable de l'université.

Le titulaire garantit que ses employés ou co-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures. Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de l'université et engagerait sa responsabilité.

5-3 / Responsabilité et assurances

5-3.1 Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'université ou à des tiers.

5-3.2 Assurances

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'université ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'université ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante correspondant à l'importance et aux caractéristiques de l'opération et doit produire avant tout début d'exécution, et à toute demande de l'université une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

L'université se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de responsabilité civile par catégorie de risque si les prestations nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

5-4 / Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de respecter les obligations qui s'imposent à lui au titre des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires.

Le titulaire doit fournir les noms des personnels affectés à la réalisation des prestations à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Le titulaire doit fournir à son personnel des cartes d'identité professionnelles.

Le titulaire procède à l'évacuation des déchets liés à sa livraison (palette, polystyrène...).

5-5 / Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve de la plus grande correction. Le titulaire doit se porter garant de l'honorabilité de son personnel.

Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Toute détérioration sur le mobilier, le matériel, les revêtements, au cours de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire.

5-6 / Propriété intellectuelle

Les parties sont tenues de respecter les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et des dispositions législatives et réglementaires applicables aux droits des concepteurs.

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L.111-1 et suivants du même Code. Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 6 / SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation écrite des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par la personne publique.

Il est fait application des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance et du Chapitre III : Sous-traitance du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre :

1-Un acte spécial (déclaration de sous-traitance, formulaire DC4) dûment complété, daté et signé en original par la société titulaire du marché et signé en original également par son sous-traitant ;

2-Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2) à compléter par le sous-traitant ;

3-La copie du (ou des) jugement(s), en cas de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ;

4-Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le sous-traitant a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;

5-L'attestation d'assurance en cours de validité ;

6-Un extrait K BIS ;

7-Un RIB ou RIP ;

8-Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant, comprenant un dossier détaillé de références datant de moins de 3 ans et portant sur des prestations de nature et de complexité comparable à l'objet du présent marché.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant, il communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'université de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

ARTICLE 7 / RECEPTION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

7-1 / Livraison et vérifications

En application de l'article 21.2 du CCAG/FCS, les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire. Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27, 28 et 29 du CCAG/FCS.

La fourniture devra être conforme aux quantités prévues sur le bon de commande et sur le ou les bulletins de livraison correspondants.

Toute fourniture ne correspondant pas aux caractéristiques demandées ou aux normes en vigueur sera refusée.

7-2 / Vérification quantitative et qualitative

Lorsque la livraison a lieu sur un des sites de l'université indiqué dans l'annexe n°1 au CCTP, la vérification quantitative est effectuée au moment de la réception, par la signature du bordereau de livraison par l'IEJ, si le transporteur accepte d'attendre que l'on ouvre les cartons pour vérifier les quantités. A défaut, la vérification quantitative sera effectuée par l'université après la livraison.

Pour toute livraison effectuée sur un autre site qu'un des sites de l'université indiqué dans l'annexe n°1 au CCTP, la vérification quantitative est effectuée par le destinataire au moment de son choix et tout défaut quantitatif pourra être prouvé par tout moyen, notamment par la production d'une vidéo de l'ouverture du colis.

Conformément à l'article 29.1 du CCAG/FCS, suite aux vérifications quantitatives et en cas de défaut quantitatif, l'IEJ notifiera au titulaire dans des délais raisonnables sa décision soit d'accepter en l'état la prestation, soit de mettre en demeure le titulaire pour reprendre l'excédent fourni ou compléter la livraison.

Pour tout destinataire prévu au marché, il est précisé que, si la fourniture livrée ne correspond pas qualitativement aux spécifications de la commande, en application du marché, l'IEJ pourra choisir, soit d'annuler la prestation (sans que le titulaire puisse prétendre à un quelconque dédommagement financier), soit d'accepter la fourniture, mais en appliquant à la facture les réfections prévues à l'article 30.3 du CCAG/FCS, soit de demander le remplacement de la fourniture, en totalité ou en partie, dans les plus brefs délais.

Les défauts qualitatifs pourront être prouvés par tout moyen, notamment par la production de photos ou de vidéos des ouvrages non conformes.

7-3 / Admission

Le Pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS par la personne organisatrice de la prestation préalablement désignée dans le bon de commande.

ARTICLE 8 / PRIX

8-1 / Forme des prix

Conformément à l'article R.2112-6 du code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de la survenance des besoins et de l'émission de bons de commande, en application des dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique, et dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du même code.

Les prix des prestations sont définis dans le document appelé Bordereau des prix unitaires (dénommé ci-après BPU) et seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre.

Les prix couvrent toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes parafiscales, etc.

Aux prix ainsi définis, s'applique la TVA au taux en vigueur le jour de l'émission de la facture. Les prix sont libellés en euros et sont réputés complets.

8-2 / Variation des prix

Les prix unitaires hors taxes du présent marché sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils pourront ensuite être révisés, à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (I/I_0)]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé hors TVA

Po : Prix d'origine hors TVA figurant au marché

Io : Indice de prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 58.11 – Édition de livres de l'année et du mois Mo

I : Indice de prix de production des services français aux entreprises françaises – CPF 58.11 – Édition de livres

Mo : Mois correspondant à la date de notification du marché au titulaire

Les valeurs de l'indice sont à relever sur le site internet de l'INSEE.

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 58.11 – Édition de livres

Identifiant : **010766560**

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs seront effectués au dix millième près puis arrondis en conformité avec les règles d'arrondi de l'euro.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'index de remplacement ;
- si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Les nouveaux prix du marché ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.

Le titulaire communiquera à l'université ses nouveaux tarifs par courriel deux (2) mois minimum avant la date anniversaire du marché.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si l'université n'a pas fait d'observation dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de leur date de réception.

Aux prix ainsi définis s'applique la T.V.A. au taux en vigueur au jour de l'exécution.

8-3 / Clause de réexamen

Conformément aux dispositions prévues à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché introduit la clause de réexamen définie ci-après.

En cas de survenance d'une circonstance exceptionnelle que des parties diligentes ne pouvaient pas prévoir ou anticiper et bouleversant l'économie générale du marché, les conditions d'exécution du contrat pourront faire l'objet d'un réexamen entre le titulaire et l'université.

Le titulaire du marché présentera par courriel à l'université une demande motivée de réexamen des conditions du marché. Il lui appartiendra de fournir à cette fin tout document permettant à l'université de procéder à des constatations contradictoires lui permettant d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Après examen des justificatifs, si l'université juge la demande fondée, des échanges seront engagés avec le titulaire afin de réexaminer certaines clauses du contrat.

L'université peut également mettre en œuvre la clause de réexamen de façon unilatérale.
Les modifications envisagées du marché ne pourront porter que sur :

- les délais d'exécution et de livraison prévus au présent contrat ;
- la clause de variation de prix (formule et périodicité de son application).

L'appréciation du bouleversement économique du marché s'appréciera après application de la clause de variation des prix prévue au marché.

Dans tous les cas, les évolutions du contrat validées d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur seront actées par la conclusion d'un avenant. En outre ces modifications ne pourront être défavorables au titulaire du marché.

Après signature de l'avenant, le titulaire ne pourra plus émettre aucune réclamation quant aux éléments financiers ou aux modalités d'exécution du marché couverts par l'avenant.

8-4 : Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, l'université se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent accord-cadre si l'augmentation moyenne annuelle des prix nets est supérieure à quatre pour cent (4 %) du prix hors taxes annuel du marché.

ARTICLE 9 / MODALITES DE REGLEMENT

La prestation est réglée après service fait sur présentation du bon de commande et de la facture correspondante.

Le règlement des dépenses se fera par virement, dans le respect des règles de la comptabilité publique.

9-1 / Bons de commande

Le bon de commande doit comporter les renseignements suivants :

- le numéro correspondant ;
- la référence au présent accord-cadre ;
- la désignation des prestations et les quantités souhaitées ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- la dénomination du service destinataire ;
- le lieu de livraison ;
- le prix hors taxes et toutes taxes comprises ;
- le taux de TVA et le montant de la TVA ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

9-2 / Acomptes

Les articles R.2191-21 et R.2191-22 du code de la commande publique sont applicables le cas échéant.

9-3 / Avances

Avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT : Sauf renonciation du titulaire portée à l'acte d'engagement, le versement d'une avance est prévu, selon les modalités stipulées ci-après et conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du même code.

Le montant de l'avance versée au titulaire est déterminé par application des articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du même Code et n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

9-4 / Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique portant fixation du délai de paiement pour les pouvoirs adjudicateurs, y compris lorsqu'ils agissent en tant qu'entités adjudicatrices.

Sous réserve des dispositions prévues aux articles R2192-13, R2192-17 et R2192-18 du Code de la Commande Publique, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur. Toutefois, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

9-5 / Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus au Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donnera lieu au versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 euros pour frais de recouvrement.

9-6 / Cession de créances ou nantissement

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique, sont désignés :

Comme ordonnateur :

Madame la Présidente de l'université Paris 1 – Panthéon Sorbonne
12, place du Panthéon
75 231 PARIS Cedex 05

Comme comptable assignataire des paiements :

Monsieur l'Agent comptable de l'université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
12, place du Panthéon
75 231 PARIS Cedex 05

Comme personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R 2191-59 à R 2191-62 du code de la commande publique

Madame la Présidente de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ou son représentant
12, place du Panthéon
75 231 PARIS Cedex 05

9-7 / Factures électroniques via Chorus Pro

Conformément à la réglementation en vigueur, les factures doivent être déposées *via* le portail de dématérialisation de la fonction publique CHORUS PRO pour être traitées.

Pour ce faire, il sera nécessaire de respecter les indications suivantes :

- numéro SIRET auquel les factures devront être adressées : 197 517 170 00019 ;
- numéro du bon de commande SIFAC (communiqué par le service émetteur du bon de commande).

Les décomptes comportent impérativement :

- le numéro du marché concerné ;
- le numéro du bon de commande ;
- les prestations fournies ;
- le montant en euros, hors taxes des prestations fournies ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises ;
- la date d'envoi du décompte ;
- le RIB ou RIP joint à l'acte d'engagement.

Toute modification de domiciliation bancaire ou postale doit être notifiée **AVANT** facturation à l'adresse suivante :

Service de l'exécution des recettes et des dépenses – DAFB
tiers.sifac@univ-paris1.fr

Il sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

ARTICLE 10 / RAPPORT ANNUEL

Chaque année, le titulaire devra remettre un rapport d'activité lié à l'exécution de l'accord-cadre. Ce rapport devra être transmis dans les 30 jours suivant la date anniversaire du contrat pour les 12 derniers mois.

Ce rapport comprendra :

- Le nombre de bons de commande effectués ;
- Le nombre d'exemplaires commandés pour chaque référence de livre ;
- Les problèmes rencontrés par le titulaire ;
- La liste des incidents ayant donné lieu à une pénalité et les solutions apportées par le titulaire.

Le titulaire est dispensé de la production d'un rapport annuel s'il met à disposition de l'université une interface d'administration en ligne permettant de connaître à tout moment le nombre de commandes effectuées et le nombre d'exemplaires commandés pour chaque référence de livre.

ARTICLE 11 / PENALITES ET REFACTION

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire encourt en cas de manquement à ses obligations contractuelles, les pénalités suivantes :

Prestations	Montant des pénalités de retard
Prestation 1 : Création d'une nouvelle référence de livre Pour chacun des délais plafonds fixés dans le CCTP ou proposés par le titulaire dans le bordereau des délais s'ils sont inférieurs.	7,5% du montant en euros HT facturé par le titulaire pour la prestation non exécutée, par jour ouvré de retard, dans la limite de 50% du montant HT facturé.
Prestation 2 : L'impression, la couverture, la reliure et l'éventuelle mise sous film plastique Pour chaque colis non expédié dans les délais plafonds fixés ou proposés par le titulaire s'ils sont inférieurs.	7,5% du montant HT facturé par le titulaire pour le contenu du colis expédié en retard, par jour ouvré de retard, dans la limite de 50% du montant HT facturé. Lorsque le contenu du colis ne correspond pas à ce qui a été commandé, le titulaire, au choix de l'université, soit réimprime et réexpédie à ses frais le ou les exemplaires manquants, soit rembourse à l'université les frais d'impression et d'expédition au prorata. Le titulaire ne peut demander remboursement ou retour des exemplaires qu'il aurait envoyés par erreur à la place des exemplaires commandés. La preuve de la non-conformité du contenu du colis est considérée comme établie par la fourniture au titulaire d'une vidéo de l'ouverture du colis et de son contenu ou par tout autre élément de preuve suffisant.
Prestation 3 : Le colisage, l'adressage, le transport et la livraison Pour chaque colis non livré ou dont le contenu est endommagé	Lorsque le colis n'est pas livré par le transporteur ou lorsque son contenu est endommagé (colis ouvert pendant le transport et dont tout ou partie du contenu a été perdu ; exemplaires détériorés pendant le transport, etc.), le titulaire, au choix de l'université, soit réimprime et réexpédie les exemplaires perdus ou endommagés à ses frais, soit rembourse à l'université les frais d'impression et d'expédition au prorata. En cas de livraison par un transporteur tiers autre que le titulaire lui-même avec remise contre signature (obligatoire), le colis est considéré comme perdu lorsque la signature du destinataire du colis ou de son mandataire n'est pas fournie dans un délai de trente jours après que la perte du colis a été déclarée au titulaire par l'université. En cas de livraison assurée personnellement par le titulaire, le ou les colis sont considérés comme perdus lorsque le titulaire n'est pas en mesure de fournir à l'université, dans un délai de quinze jours après la demande, un récépissé signé par le destinataire.

À compter de la mise en demeure, le titulaire dispose d'un nouveau délai d'un jour ouvré franc pour exécuter sans subir de pénalité. La mise en demeure peut être effectuée par tout moyen, y compris par le simple envoi d'un mail au titulaire.

À l'expiration de ce délai d'un jour ouvré franc, tout nouveau jour ouvré entamé donne lieu au paiement d'une pénalité selon le tableau ci-dessus jusqu'à exécution de la ou des prestations. Ces pénalités sont alors dues du seul fait du retard, sans que l'université ait à prouver une faute du titulaire ou un préjudice.

Ces pénalités ne sont toutefois pas dues si le retard est imputable à un cas de force majeure ou à une faute de l'université.

En cas de retards récurrents qui dénotent l'inaptitude du titulaire à respecter les délais auxquels il s'est engagé, l'université se réserve le droit de résilier le contrat et d'engager la responsabilité du titulaire, indépendamment des pénalités de retard prévues dans le présent article, en application de l'article 41.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 12 / RESILIATION

Il sera fait application du chapitre 7 du CCAG/FCS, à l'exception de l'article 39.1 et 39.3 avec les précisions suivantes :

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Pouvoir adjudicateur, le pourcentage prévu à l'article 42 du CCAG/FCS est fixé à 4% du montant maximum HT/annuel du marché lors des 4 années du marché.

En application des articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la Commande Publique, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3, R2143-11 à R2143-16 dudit Code ou le refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le cas échéant, la résiliation du marché peut être décidée aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 13 / REGLEMENT DES LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre l'université et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de persistance du litige, celui-ci sera réglé par les lois et règlements du droit français. Le Tribunal administratif de Paris est seul compétent et la loi française est seule applicable.

ARTICLE 14 / DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
14	11
39.1	12
39.2	12